

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**UNITÉ  
OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2244 - 5 août 2011 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

**Ce n'est pas juste que certains  
s'éreintent au travail quand  
d'autres sont au chômage**

**Il faut partager le  
travail entre tous  
sans baisse  
des salaires**



**Leur société**

- p.4 ■ Front National : derrière le masque
- Nouvelles lois contre les travailleurs immigrés
- Montreuil : 300 personnes expulsées de leur logement
- p.5 ■ Bilan du travailler plus sans gagner plus
- Samu social : les crédits diminuent
- Encadrement militaire des délinquants
- Ile de La Réunion : à peine Apparu, sitôt reparti

**Dans le monde**

- p.6-7 ■ États-Unis : la dette de l'État crève le plafond
- Grèce : écraser la population pour sauver les banques
- Espagne : élections anticipées
- Famine dans le nord-est de l'Afrique
- p.9 ■ Israël : manifestations contre la vie chère

**Il y a 70 ans**

- Été 1941 l'attaque hitlérienne contre l'URSS

**Dans les entreprises**

- p.8 ■ ITCS - Roissy
- Anovo - Brive
- Disneyland
- p.10 ■ Groupe PSA
- Gefco - Poissy
- Toyota - Onnaing
- p.11 ■ Montupet - Fonderies du Poitou
- Veninov - Vénissieux
- Lu - Château-Thierry
- p.12 ■ Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

• **Péages d'autoroutes**

**Bandits de grands chemins**

En cette période estivale, les millions d'automobilistes qui empruntent les autoroutes peuvent constater que les prix des péages sont encore à la hausse: +2,24% en moyenne, plus que l'inflation. En théorie, les tarifs sont encadrés sous le contrôle de l'État et leur augmentation ne peut dépasser l'inflation. Mais le gouvernement a accepté sans problème les nouveaux prix.

Les trois groupes qui se partagent les autoroutes en France, Vinci, Eiffage et Abertis, invoquent leurs investissements

pour justifier ces hausses, y incluant même la rénovation des aires de repos ou bien l'installation de panneaux lumineux au-dessus des voies. Mais ils ne font là que leur travail!

Leurs chiffres d'affaires grimpent sans cesse ( 6,8 milliards d'euros en 2006, 8,1 milliards en 2010), avec des bénéfices à l'unisson (1,72 milliard d'euros). Bref, cela va très bien pour eux. La privatisation des sociétés d'autoroutes, commencée sous la gauche en 2002 et terminée en 2005 par Villepin, a été un véritable pactole

pour ces géants du bâtiment.

Et l'État continue d'être aux petits soins avec les trusts gestionnaires des autoroutes, en leur accordant toujours plus de concessions. En 1990, le réseau routier payant représentait 5515 km de long. Il s'étend désormais sur 8847 km et est entièrement privatisé. Cette politique n'est pas prête de s'arrêter puisque il est de plus en plus question d'installer des péages sur certaines routes nationales, sous prétexte bien sûr de financer leur rénovation, et leur mise en 2x2 voies notamment.

Le gouvernement vient ainsi d'accepter l'installation de six barrières de péages sur l'axe dit RCEA (Route Centre Europe Atlantique) qui relie l'Océan atlantique à Genève en traversant la France sur 1000 km. Sans surprise, ce sont notamment Vinci et Eiffage qui se partageront les concessions accordées. Cela permet à l'État de se dégager de plus en plus de l'entretien des routes nationales, tout en faisant de nouveaux cadeaux aux trusts concessionnaires.

**Arnaud VAUTARD**

• **Amendes**

**Racket sur le stationnement**

Depuis le 1<sup>er</sup> août, le montant de l'amende pour non-paiement du stationnement est passé de 11 à 17 euros, soit une augmentation de plus de 54%. État et collectivités territoriales vont se partager ces recettes supplémentaires, évaluées entre 22 et 36 millions d'euros par an.

Ce type de mesure, qui touche une grande partie de la population, ne sert évidemment à résoudre ni les problèmes de stationnement, ni ceux de la circulation dans les villes, cela sert seulement à

remplir les caisses de l'État sur le dos des usagers de la voiture. Pour tenter de justifier cette brutale augmentation, le gouvernement a mis en avant le fait que le tarif de l'amende était resté inchangé depuis 25 ans. Mais le pouvoir d'achat de la population, lui aussi, est resté quasiment inchangé depuis 25 ans! Et l'on n'entend aucun ministre s'en plaindre... ou appeler à l'application de la même augmentation aux salaires, pensions et retraites!

**Sarah MILTEAU**

• **Cause de surendettement**

**Pour vivre tout simplement**

Plus de 900 000 personnes sont en situation de surendettement en France, un nombre en augmentation de 8,8% depuis deux ans.

Les principales causes du surendettement ont aussi évolué. Il y a quelques années, le surendettement venait d'un cumul de crédits, liés à l'achat du logement et de biens durables. Aujourd'hui, les crédits souscrits sont le plus souvent destinés à faire face aux aléas de la vie quotidienne.

Une période de chômage qui s'éternise, une maladie grave qui s'abat sur un membre de la famille alors que son budget ne lui permet pas d'avoir une

complémentaire santé, une séparation ou un deuil dans le couple amenant à devoir élever ses enfants avec un seul salaire, une pension de retraite insuffisante, et il devient impossible de faire face aux dépenses courantes. Le crédit sert alors à payer la nourriture, le loyer, l'énergie qui ne cessent d'augmenter.

Cette augmentation du surendettement ne mesure donc pas la boulimie de ceux qui, comme on le dit de façon méprisante, « auraient les yeux plus gros que le ventre », mais tout simplement l'impact de la crise sur les classes populaires.

**M.L.**

**Versez à la souscription de Lutte Ouvrière**

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

**LUTTE OUVRIÈRE**

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

**SUR INTERNET**

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)**

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

**Adresser toute correspondance à :**

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

**ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe**

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## Le cancer de la société, c'est le capitalisme

Les chiffres officiels concernant le chômage sont tombés. Même trafiqués comme toujours, ils montrent que, loin de régresser comme le gouvernement le prétendait, le nombre de chômeurs a augmenté de 4 % en un an, atteignant 4 103 000 inscrits à Pôle emploi. Toutes les générations et toutes les catégories sont touchées. S'ajoute à cela l'augmentation de 7,9 % de l'emploi intérimaire, et celle de près de 15 % des emplois temporaires.

Il y a quelques semaines, le ministre Laurent Wauquiez avait présenté les allocataires en fin de droit comme des « assistés », qualifiant ce qu'il appelait les « dérives de l'assistantat », de « cancer de la société ». Mais les chômeurs ne sont pas des assistés. Ils n'ont pas choisi la situation dans laquelle ils se trouvent. Elle leur a été imposée. Ils veulent au contraire un vrai travail, un salaire qui permette de vivre. Alors plutôt que de s'en prendre aux chômeurs, comme le font Wauquiez et ses acolytes, c'est contre les capitalistes et les banquiers, responsables de la crise, qu'il faudrait se retourner.

Ce qui ruine la société, ce ne sont pas les quelques centaines d'euros d'allocations que touche un chômeur. Et si cancer il y a, c'est la soif de profits de ceux qui possèdent toutes les richesses et en veulent toujours plus. Pour eux, les travailleurs, les gens du peuple, sont des exploités qu'il faut payer le moins possible et jeter à la rue si cela permet de baisser les coûts salariaux.

Quelques faits récents annoncent l'avenir qu'ils veulent nous imposer. Il y a quelques semaines, la CGT de PSA-Citroën rendait publics des documents que la direction ne voulait pas révéler, dans lesquels il était prévu, pour 2013, de fermer des usines du groupe, deux en France et une en Espagne. Voilà comment les patrons d'un groupe capitaliste puissant essaient de fabriquer, en silence, des chômeurs pour demain et des assistés en puissance pour après-demain.

Tout récemment encore, la direction de la Fonderie Alu d'Ingrandes près de Châtelleraut, une usine du groupe français Montupet, a fait un chantage à ses salariés: ou

bien ils acceptent un nouveau contrat de travail et des pertes salariales pouvant atteindre 300, 400 euros par mois, voire plus, pour des salaires de 1 500 euros après quelque 25 ou 30 ans d'ancienneté; ou bien ils peuvent se retrouver à la rue en cas de refus. De telles attaques sont inacceptables mais elles sont fréquentes. Et il faut tout faire pour que les travailleurs contraignent les patrons à reculer.

Les travailleurs ont un autre choix que d'accepter une politique conduisant à fabriquer des travailleurs pauvres et des chômeurs, une politique qui ruine la société et sème la misère pour la majorité de la population alors qu'une minorité jongle avec les milliards.

Là où ils sont attaqués, les travailleurs auront à se défendre en menant des luttes au coup par coup pour faire reculer leur patron sur les attaques qu'ils subissent. Mais le monde du travail a des ressources plus grandes encore. Parce qu'il représente une force collective considérable, parce qu'il fait tourner l'économie et fonctionner toute la société, il peut utiliser sa position pour imposer des mesures vitales pour l'immense majorité des classes populaires et, en fait, pour la société toute entière.

Il faut juguler la baisse du pouvoir d'achat et pour cela imposer que les salaires, les retraites, les pensions, soient indexés automatiquement sur la hausse des prix.

Il faut en finir avec le chômage. C'est possible si l'on impose l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire.

Il faut en finir avec la dictature des banquiers qui mènent le monde de crise financière en crise financière, il faudra les exproprier et contrôler l'activité bancaire en la mettant au service de la société toute entière.

Pour que cela soit réalisable, il faudra que les classes populaires prennent confiance dans leur force et sachent qu'elles devront s'y mettre collectivement. C'est dans cette direction qu'il nous faut avancer en préparant les luttes de demain.

### • Chômage

## Une situation dramatique

**Les chiffres du chômage sont repartis très fortement à la hausse au mois de juin, avec une augmentation officielle de 36 600 chômeurs. Mais derrière ces chiffres la situation est bien pire encore.**

Le chiffre officiel publié par le gouvernement, donne un total de 2,9 millions de chômeurs. Mais il ne compte que les chômeurs dits de catégorie A, pour reprendre la classification de Pôle emploi, c'est-à-dire ceux qui n'exercent strictement aucune activité. Il faut ajouter à ce chiffre ceux qui n'ont qu'un travail à temps partiel – ce que Pôle emploi appelle pudiquement « exercer une activité réduite ». En comptant ces catégories, le chiffre bondit à 4,3 millions! Si

les statistiques du ministère sont une chose, la réalité vécue par les travailleurs en est une autre, et que l'on soit chômeur sans activité ou travailleur à temps partiel, cela ne fait guère de différence à la fin du mois.

En ajoutant les 588 000 personnes « sans recherche positive d'emploi », que Pôle emploi n'a pas ou pas encore radiées, il y a donc dans ce pays au moins 4,7 millions de travailleurs qui sont privés d'un réel emploi.

Mais ces chiffres ne sont que

très partiels. Depuis des années Pôle emploi a comme consigne de rayer des listes des dizaines, voire des centaines de milliers de chômeurs, qui, une fois radiés, n'ont pas plus de travail qu'avant, mais n'apparaissent plus dans les chiffres.

Pour prendre la mesure de ce phénomène, il suffit de consulter l'étude mensuelle des entrées et sorties de Pôle emploi.

Le chiffre des entrées à Pôle emploi en juin est spectaculaire: plus de 500 000. Le chiffre des sorties s'élève à quelque 470 000. Mais sur ces 470 000, 96 500 ont retrouvé un emploi, c'est maigre. Le reste, ce sont des chômeurs qui sortent des statistiques parce

qu'ils ont trouvé un stage, sont en arrêt maternité, et surtout... sont radiés. Au seul mois de juin, 285 000 chômeurs ont été sortis des statistiques de Pôle emploi.

Ces données chiffrées ne permettent donc pas de préciser le nombre réel des chômeurs dans ce pays. Il est de toute façon très au-dessus des quatre millions, et il n'est sans doute pas faux d'estimer, comme le font certaines associations, qu'en comptant les radiés, les sans-papiers, les étudiants et les retraités à la recherche de petits boulots, le chiffre approche les huit millions.

Et cette hécatombe n'a aucune raison de s'arrêter puisque,

depuis la crise de 2008, les entreprises ferment ou licencient à tour de bras. Les statistiques officielles, qui valent ce qu'elles valent, estiment à un million le nombre de chômeurs supplémentaires depuis cette date.

Que des millions de travailleurs, des millions de bras et de cerveaux qui pourraient servir utilement la collectivité, qui ne demandent qu'à travailler, soient contraints de rester sur le carreau par le seul choix des capitalistes, est la pire injustice mais aussi une aberration de ce système économique.

Pierre VANDRILLE

## • Front national

### Derrière le masque

**Après le massacre fou de Norvège, le Front national avait prudemment publié un communiqué condamnant le meurtrier, tandis que quelques-uns de ses cadres exprimaient plus nettement, leur proximité de pensée avec le tueur.**

Fou furieux, morbide, Breivik l'est incontestablement. Mais les idées au nom desquelles il a commis ce massacre, si l'on peut parler d'idées, sont propagées, banalisées quotidiennement par des formations et des partis d'extrême-droite qui ont parfois pignon sur rue dans certains pays d'Europe à commencer par le FN, ici en France. Mais ces idées ne sont pas le monopole de ce dernier. L'UMP, voire d'autres, ne répugne pas à s'en servir, donc à les cautionner pour attirer à elle des électeurs sensibles à ces idées.

Le FN avait dû «suspendre» un cadre bourguignon qui avait publié sur son blog un panegyrique du tueur : «*premier défenseur de l'Occident, croisé, visionnaire*».

Et quelques jours plus tard, c'est Le Pen, le père, qui expliquait sur le site du FN que la tuerie n'était qu'un «accident», une conséquence de «l'immigration massive». De tels propos n'étaient pas sans rappeler «le détail» que serait aux yeux du père de Marine Le Pen l'extermination de six millions de juifs. En fait, tout se passe comme s'il y avait une répartition des rôles entre le père et la fille. À elle, les déclarations apaisantes visant à montrer du FN une image «convenable», susceptible de trouver place dans une éventuelle coalition de droite, à son père les provocations calculées, pour complaire

à l'électorat traditionnel du FN

Il ne faut pas se laisser prendre à l'emballage médiatique qu'a provoqué la déclaration de Le Pen. La polémique qu'il a lancée s'inscrit dans ce jeu politique habituel, qui, en s'emparant de la moindre petite phrase, vise à discréditer le rival. N'empêche que derrière la prétendue opération de ravalement du FN, on entrevoit encore les ficelles politiques qui ont permis ses succès électoraux, toujours ce racisme, cette xénophobie. En résumé l'utilisation de tout ce qui peut affaiblir les classes populaires, en attisant tout ce qui, en leur sein, pourrait les diviser.

Quel que soit le visage, sous lequel le FN choisit de se présenter, il reste un parti au service du patronat, un parti profondément antiouvrier.

Jean-Pierre VIAL

## • Contre

### les travailleurs immigrés

### Nouvelles lois et moyens scélérats

Le ministre de l'Intérieur Claude Guéant vient d'annoncer que «*les 28 000 reconduites à la frontière pour 2011 devraient être portées à 30 000. Un objectif qui pourrait être dépassé dès cette année*». Et, en plus des 2 000 places existant déjà sur le territoire, un nouveau centre de rétention administrative (CRA) vient d'ouvrir au Mesnil-Amelot en Seine-et-Marne, près de Roissy, 336 personnes pourront y être détenues en attente d'expulsion.

Les décrets d'application de la nouvelle loi votée le 11 mai dernier, validée en juin par le Conseil constitutionnel, viennent d'être publiés le 18 juillet dernier. Cela va aggraver encore un peu plus le sort des étrangers en France.

La loi permet la prolongation de la durée maximale de rétention de trente jours à quarante-cinq jours. Elle porte de 48 heures à cinq jours, le délai de la rétention administrative non soumise à l'autorisation préalable du juge des Libertés et de la Détenue. Elle durcit les conditions du droit au séjour temporaire des étrangers gravement malades si le traitement de leur pathologie

«existe» dans leur pays d'origine, sans se soucier de la possibilité réelle d'accéder au dit traitement...

Dans un communiqué publié le 27 juillet, la CIMADE, organisation d'entraide aux migrants, écrit : «*Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur l'immigration, le 18 juillet dernier, les équipes de la CIMADE présentes dans les centres de rétention ont assisté à une série de décisions d'expulsions sans délai, de départ volontaire, assorties presque systématiquement d'interdiction de retour sur le territoire français et ce quelle que soit la situation de la personne*».

De son côté, le CISTI, organisation de soutien aux migrants, a révélé que les préfets viennent d'ordonner aux policiers que leur objectif prioritaire pour le second semestre 2011, n'est pas la sécurité publique ou la chasse aux cambrioleurs..., mais les reconduites d'étrangers en situation irrégulière, chaque département ayant un quota à remplir.

Si on l'avait oublié, la campagne électorale à droite bat son plein !

Henri QUEDAN

## • Montreuil (Seine-Saint-Denis)

### Près de 300 personnes expulsées de leur logement

Depuis 2008, près de 300 jeunes travailleurs, chômeurs, des familles avec enfants, originaires du Mali avaient trouvé refuge dans une ancienne imprimerie désaffectée. Les résidents de ce squat, ainsi que les soutiens avec lesquels des liens se sont tissés, savaient qu'ils étaient sous la menace permanente d'une expulsion. Des collectes, des repas de solidarité avaient été organisés. Mais le plus déterminant est que les habitants s'étaient organisés pour faire face aux difficultés du quotidien et à cette menace.

Alors qu'ils avaient vécu des années sans eau courante, une convention avait été finalement signée entre les squatteurs et la municipalité qui s'était engagée à viabiliser les lieux. Ces travailleurs et les familles ont collecté l'argent nécessaire aux aménagements et ont réalisé les travaux. Ils ont déboursé plus de 2 500 euros pour l'achat de matériel sanitaire, 5 300 euros pour la construction de douches, de toilettes, l'installation de portes de secours. Ils ont aussi fait un versement à Veolia pour l'approvisionnement en

eau du bâtiment. Comme le rappelait l'un des résidents : «*Nous, travailleurs sans papiers, sans droits, nous avons versé plus de 2 000 euros de TVA dans les caisses du Trésor public pour ces travaux*».

Vendredi 29 juillet la municipalité devait convenir d'un rendez-vous pour contrôler les travaux. Pourtant le lendemain samedi 30, à 7 heures du matin, la municipalité fut mise semble-t-il devant le fait accompli par le préfet qui faisait intervenir plusieurs dizaines de cars de CRS pour une évacuation des lieux. Un résident témoigne : «*Lors de l'expulsion, nous avons été triés comme des animaux, entre ceux qui avaient un titre de séjour et ceux qui n'en avaient pas*».

La Préfecture a procédé à des interpellations. Quarante personnes sont sous la menace de décisions administratives, douze d'entre elles étant provisoirement placées dans un centre de rétention. La Préfecture évoque l'insalubrité des lieux mais depuis quatre ans, ses services ont été incapables de proposer la moindre solution de

relogement. Après l'expulsion, la seule proposition était quinze nuitées d'hôtel sans promesse de renouvellement et quelques vagues promesses de relogement. Lorsque les résidents ont demandé des promesses écrites, la Préfecture leur a répondu : «*C'est soit l'hôtel dans le calme soit le Mali avec fracas*».

Samedi 31 juillet au soir, une assemblée générale regroupant les familles et quelques soutiens tentait de remédier à l'urgence, certains ont dormi dans les squares environnants, d'autres à la Bourse du travail, en accord avec les syndicats. Le lendemain, dans un centre-ville encore occupé par plusieurs cars de CRS, une manifestation de solidarité regroupant près de 200 personnes a défilé dans les rues avant d'être stoppée par la police.

Cette manifestation exprimait aussi le ras-le-bol des expulsions qui se multiplient, le ras-le-bol du manque de logement bon marché face à la hausse continue des prix des loyers et à la spéculation immobilière.

Correspondant LO



# Bilan du travailler plus sans gagner plus

«Travailler plus pour gagner plus», cette mesure phare du quinquennat Sarkozy n'est que de la poudre aux yeux. Quatre ans après, un rapport parlementaire du comité d'évaluation et de contrôle, présenté par deux députés UMP et PS vient de le démontrer, chiffres à l'appui.

La défiscalisation des heures supplémentaires et leur exonération de cotisations sociales au-delà des 35 heures,

coûte 4,5 milliards d'euros en moyenne par an aux finances publiques. Si cette mesure ne rapporte pas grand-chose aux salariés concernés, par contre c'est une prime supplémentaire pour le patronat. Et en plus cette loi nuit aux embauches comme l'avaient dénoncé immédiatement les syndicats qui demandent son abrogation.

Le rapport indique que pour les salariés concernés le gain moyen mensuel s'est monté à 42 euros. En sachant que ce dispositif ne s'applique

pas aux salariés à temps partiel et, pour partie, pas aux salariés non imposables – c'est-à-dire les salariés aux revenus les plus faibles.

Par contre, souligne ce rapport, cette défiscalisation a surtout facilité les restructurations dans la fonction publique, en particulier hospitalière, permettant à coups d'heures supplémentaires subventionnées de ne pas remplacer un fonctionnaire partant à la retraite sur deux.

Dans le secteur privé, c'est

là encore le patronat qui y a trouvé son intérêt: l'exonération de cotisations patronales sur ces heures supplémentaires permet aux entreprises d'économiser 1,3 milliard d'euros par an et leur évite de recourir au travail intérimaire pour les surcharges momentanées d'activité, ce qui aggrave le chômage.

Vraiment, si les salariés veulent gagner plus en travaillant tous, seules leurs luttes le permettront.

Louis BASTILLE

## • Île de La Réunion

### À peine Apparü, sitôt reparti

Benoist Apparü, secrétaire d'État au Logement, est passé à la Réunion les 25 et 26 juillet. Interrogé par la chaîne de télévision Réunion Première, il s'est déclaré satisfait du nombre de logements produits en 2010, à savoir 4500, dont la moitié serait des logements sociaux. C'est, a-t-il précisé, pas loin de l'objectif des 5000 que l'État s'était fixé. Sauf que c'est très loin des besoins de la population. À la Réunion, 30000 personnes n'ont pas de logement décent ou pas de logement du tout.

Apparü a ensuite disparu, refusant de recevoir les représentants des organisations syndicales du bâtiment. Dans cette profession 10000 salariés ont perdu leur emploi ces deux dernières années. C'est dire le nombre de travailleurs disponibles dans cette profession. Les besoins pourraient donc être satisfaits.

Mais si Apparü a tourné le dos aux travailleurs, il a ouvert les bras aux siens, aux représentants du patronat local. La première journée du secrétaire d'État a été consacrée à la visite du nouveau chantier de construction à Beauséjour dans la commune de Sainte-Marie, en présence du préfet et du maire de droite de la ville. Ce chantier a été confié à la filiale immobilière Cbo Territoria, dépendant du plus riche capitaliste de l'île, Dechateauvieux, qui bénéficiera des avantages de la loi de défiscalisation.

L'an passé, le gouvernement avait en effet déclaré que la défiscalisation devait aussi profiter à la construction de logements sociaux. Il reconnaissait ainsi par la bande, les effets pervers de la loi, car pour pouvoir bénéficier de la défiscalisation les promoteurs délaissent le secteur du logement social, où la loi ne s'appliquait pas. Eh bien, aujourd'hui, Dechateauvieux peut à la fois construire des logements sociaux et des logements hauts de gamme, et en récolter les fruits défiscalisés, avec d'autant plus de profits que les travaux vont se faire sur des terres agricoles lui appartenant, reconverties en terres constructibles.

La Réunion est le troisième département français où le prix du mètre carré est le plus cher, après Paris et la région Paca... un gisement formidable pour les capitalistes. Par tous les bouts ceux-ci en profitent sans que cela améliore la situation du logement populaire.

Émile GRONDIN

## • Samu social

### Les crédits diminuent, le malaise croît

Mardi 2 août, les travailleurs du Samu social se sont mis en grève pour dénoncer le manque de moyens auquel les condamne le gouvernement. Ce mouvement de protestation s'est accompagné de plusieurs manifestations et rassemblements notamment à Paris, Toulouse, Bordeaux et Besançon. La gravité de la situation de ceux qui portent assistance aux sans-abri et répondent au 115 avait déjà été soulignée par la récente démission de Xavier Emmanuelli, fondateur de cet organisme.

À l'origine de ce malaise, les coupes budgétaires qui conduisent à une saturation du système d'hébergement d'urgence. Résultat, chaque nuit, plusieurs centaines de sans-abri, parfois des familles avec enfants, sont condamnés

à dormir dans la rue, faute de place dans les centres d'hébergement. Les hôpitaux dénoncent également ce problème car, à défaut de trouver un toit et un lit, de nombreuses personnes se tournent vers leur service des Urgences. La situation s'est d'autant plus dégradée que la réduction des

crédits de fonctionnement du Samu social coïncide avec l'explosion des demandes d'aide depuis un an. Dans de nombreux départements, les équipes ne parviennent même plus à répondre au 115, le numéro d'urgence dédié aux sans-abri.



Les employés du Samu social dénoncent la politique du gouvernement qui prétend substituer des places en logement durable (HLM) aux places d'hébergement d'urgence. Benoist Apparü a ainsi annoncé la suppression de 4500 places de ce type d'ici la fin de l'année. Le problème est que les logements sensés les remplacer ne sont pas construits, et ne sont pas près de l'être.

Il en va pour ce problème comme pour tous les autres besoins de la population: invoquant les dettes de l'État, le gouvernement rogne sur tous les crédits accordés aux services publics... mais pas sur les aides et les exonérations qu'ils accordent au patronat.

Roger MEYNIER

## • Encadrement militaire des délinquants

### Polémique sur fond de disparition des services publics

Eric Ciotti, présenté comme le spécialiste sécurité de l'UMP, a fait la proposition d'encadrer les jeunes délinquants par d'anciens militaires. Cette proposition qui figurait dans un rapport remis à Sarkozy en juin par le même Eric Ciotti, concernerait donc les mineurs. Elle consisterait à leur faire effectuer leur peine au sein d'un établissement d'insertion de la défense (EPIDE) au sein

duquel ils suivraient une triple formation comportant une remise à niveau scolaire, l'apprentissage d'une activité professionnelle et une éducation «citoyenne et comportementale». La durée de ce service serait fixée par le magistrat qui prononcera la peine, pour une durée de «quatre et six mois.»

À peine l'annonce faite, Ségolène Royal a fait valoir que

c'était elle qui avait proposé la première de faire effectuer un service civil à des jeunes délinquants au sein des EPIDE, et qu'elle maintenait cette proposition dans son programme pour l'élection présidentielle de 2012.

Sauf que chacun sait que ce n'est pas dans les casernes ou tout autre établissement à caractère militaire qu'on apprend les fondamentaux

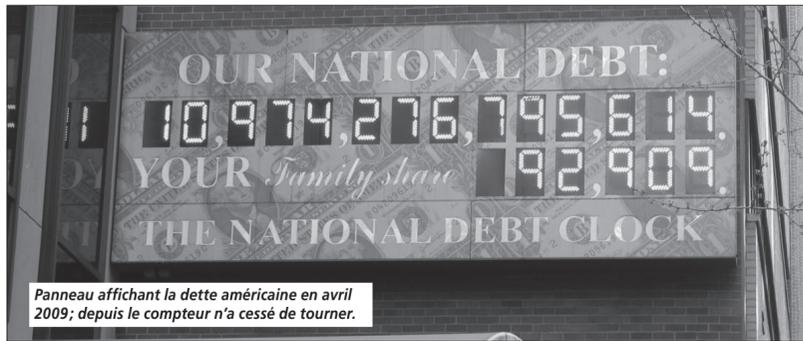
scolaires et un métier mais dans des écoles, des collèges, des lycées, des lycées professionnels. Or, il n'est pas venu à l'idée ni de Ciotti ni même de Ségolène Royal de proposer d'augmenter les effectifs de ces structures d'éducation pour permettre à tous les jeunes de bénéficier réellement de ces enseignements. C'est pourtant par là qu'il faudrait commencer.

David MARCIL

• États-Unis

# La dette de l'État crève le plafond, l'économie s'enfonce dans la crise

Après avoir entretenu le suspense pendant de longues semaines, les parlementaires démocrates et républicains se sont finalement mis d'accord pour augmenter de 2 100 milliards de dollars le plafond de la dette de l'État américain. Ce plafond, fixé actuellement à 14 294 dollars (soit 9 994 milliards d'euros) avait été atteint le 16 mai dernier.



Panneau affichant la dette américaine en avril 2009; depuis le compteur n'a cessé de tourner.

Depuis cette date, l'État américain ne pouvait plus, légalement, emprunter sur les marchés financiers pour financer ses dépenses et risquait donc de se trouver en situation de faillite, autrement dit en « défaut de paiement ». Aujourd'hui, 40 % seulement des dépenses de l'État fédéral américain sont financées par ses recettes fiscales, les 60 % restants le sont par des emprunts sur les marchés financiers. L'État américain peut donc désormais à nouveau emprunter 2 100 milliards de dollars ce qui devrait lui permettre de tenir, si l'on en croit la presse, jusqu'en 2013.

Ce n'est pas la première fois que l'État américain se trouve ainsi dans l'obligation de crever le plafond censé limiter son recours à l'emprunt. Depuis 2000 il l'a, par paliers, augmenté de 140 %, pour financer l'explosion du déficit du budget fédéral du,

notamment, aux dépenses occasionnées par les guerres d'Irak et d'Afghanistan, par les réductions d'impôt des classes riches et, depuis 2008, par le sauvetage des banquiers et des assureurs mis à mal par leurs propres spéculations, et des trusts industriels menacés de faillite. Cela avec, à chaque fois, la bénédiction des parlementaires démocrates et républicains.

Cette fois, à un an de l'élection présidentielle, cette question a donné lieu à une partie de bras de fer entre les représentants des deux partis sur le choix des mesures destinées à réduire le déficit du budget public, les républicains s'opposant à des augmentations d'impôt des plus riches, les démocrates essayant de ne pas trop amputer les dépenses. Finalement, comme c'était prévisible,

ils sont tombés d'accord pour s'en prendre aux classes populaires. C'est le démocrate Obama qui a été élu, mais ce sont les républicains qui mènent la barque.

Le texte voté le 3 mai par le Congrès américain prévoit un plan d'économie d'environ 2 500 milliards de dollars en dix ans. Une baisse des dépenses de 917 milliards est d'ores et déjà programmée. Un plan supplémentaire d'économie de 1 500 milliards doit encore être négocié entre républicains et démocrates et soumis au vote du Congrès avant la fin de l'année.

Dans la mesure où aucun des deux camps ne remet en cause la politique de soutien aux banquiers, aux grandes entreprises industrielles, aux classes riches en général, qui continue à creuser le déficit, il n'y a aucun doute

que c'est sur la population que reposera l'essentiel, sinon tous les sacrifices demandés.

Si l'on en croit leurs premières réactions, les marchés financiers ont accueilli l'accord intervenu avec une certaine défiance.

Cet épisode est en tout cas significatif de la fuite en avant sur le plan financier de l'État américain déversant des milliards, sans que cela profite au développement de l'économie. Mais qu'importe aux financiers si cela leur sauve la mise. Première économie mondiale ou pas, et comme en Grèce, toutes les mesures d'économie prises sur le dos des populations n'amélioreront pas la situation. Au contraire même... et plus dure sera la crise.

Jean-Jacques LAMY

• Grèce

# Tenter d'écraser la population pour sauver les banques

Le dernier plan d'aide à la Grèce l'aurait, paraît-il, « sauvée ». En réalité, comme d'habitude, il a sauvé les banques et accéléré la mise en place de nouvelles mesures d'austérité qui visent à écraser toute la population, les salariés, les travailleurs ou chômeurs et les retraités en premier.

Même si tout n'est pas établi en détail, le plan du gouvernement grec, patronné par l'Europe et le FMI, prévoit un laminage des salaires et des pensions. La grille des salaires, qui sera proposée au vote des députés en septembre, prévoit de supprimer toutes sortes de primes, entre autres dans la fonction publique, et une perte de rémunération pouvant aller jusqu'à 400 euros par mois. Un salarié qui touchait 1 550 euros avant les coupes du premier plan n'en gagne déjà plus que 1 200 et il se retrouvera plus probablement avec 900 euros en poche avec le deuxième plan. 70 % des retraités touchent 650 euros : leur future pension risque d'être amputée de moitié. Le salaire de base des jeunes atteindra à peine 500 euros par mois, une façon de légaliser et de généraliser la pratique des employeurs du privé. Depuis longtemps, ils embauchent des travailleurs précaires, sans contrat, sans sécurité sociale, travaillant quelques jours par semaine pour 300 à 400 euros par mois.

Les suppressions de postes vont continuer dans la fonction publique. Quarante organismes publics, comme la radio et la



télévision par exemple, seront affectés par des suppressions ou des fusions, soit 7 000 travailleurs, dont le reclassement reste hypothétique. Dans les hôpitaux, plusieurs milliers de lits ont été fermés. Dans l'éducation, cette politique de fusion-suppression a entraîné la disparition de la moitié des classes du primaire et presque autant dans le secondaire. Pour la scolarité ou la santé, un boulevard s'ouvre devant les institutions privées qui sont déjà nombreuses. Les enseignants du primaire et du secondaire, en colère contre le manque de postes, ont prévu une grève dès la rentrée, le 12 septembre.

Le gouvernement a bien sûr concocté une réforme de la fiscalité pour renflouer les caisses et il veut récupérer les impayés à partir de 5 001 euros. Quand on sait qu'une grande partie de la population ne paye plus ses factures (gaz, électricité, amendes...) faute de moyens, on voit mal comment toute cette population pourrait s'acquitter de ses dettes et payer ses impôts, d'autant plus que le seuil non imposable est passé de

12 000 euros de revenus par an à 8 000 euros ! Comme le rappelle un quotidien peu suspect d'extrémisme, « sur les listes des grands débiteurs de l'État figurent plusieurs entreprises connues et des personnes actives dans la vie publique, au discours souvent provocant. Il serait souhaitable que le ministère des Finances applique son « intransigeance » d'abord sur eux. » Et il ajoutait que si le gouvernement collectait ne serait-ce que la moitié des cotisations échues, il ne serait pas nécessaire de réduire les retraites.

Les grandes fortunes, les grosses sociétés, qui pratiquent sans problème l'évasion fiscale, achèvent d'enfoncer dans la misère la population soumise au diktat des banques, avec l'aide des « marchés financiers » et des différenciés États. C'est une situation particulièrement dramatique en Grèce pour le moment, mais qui se généralise et qui rend de plus en plus indispensable le contrôle des banques et des entreprises par les travailleurs, par toute la population. C'est une question de survie.

Sylvie MARÉCHAL

# Famine dans le nord-est de l'Afrique Grands discours pour petites aides

Dans la Corne de l'Afrique, et plus particulièrement en Somalie, 12 millions de personnes souffrent de famine ; 500 000 enfants sont en danger de mort. Les organisations humanitaires s'alarment : il faudrait au moins 1,32 milliard d'euros pour nourrir les populations affamées d'ici novembre, et certainement plus ensuite en attendant les récoltes. Or, les sommes promises par les États n'arrivent qu'au compte-gouttes.

Sur les vingt pays donateurs, la France n'a promis dans un premier temps que 10 millions d'euros. Devant le scandale que représentait cette somme, le gouvernement a multiplié par trois le montant de l'aide, mais il n'a versé pour l'instant que 3,7 millions, moins que n'a coté à lui seul le défilé du 14 juillet évalué à 4 millions d'euros !

Pour tenter de masquer la faiblesse de ce don, Bruno Le Maire, le ministre de l'Agriculture, s'agite beaucoup. Tribune libre dans la presse, dans laquelle il parle d'urgence et évoque des solutions pour...

2050. Au nom du G 20, dont la France assure cette année la présidence, il a aussi convoqué, toujours dans l'urgence comme il fallait s'y attendre, une réunion internationale à Rome le 25 juillet, qui n'a évidemment débouché sur rien.

Les réunions internationales se succèdent pour discuter des moyens à long terme de conjurer les famines dans cette région du nord-est de l'Afrique, voulant soi-disant réformer l'agriculture, mais en oubliant au passage que de grands groupes capitalistes

internationaux ont fait main basse sur des centaines de milliers d'hectares pour leurs cultures industrielles, au détriment des cultures nourricières.

Pour ces gens-là, la seule urgence est de se faire mousser. Les pauvres de la planète peuvent continuer à mourir de faim, en silence des mois durant puis dans le tintamarre médiatique quand les politiciens des grandes puissances décident de s'en mêler. Triste spectacle.

Marianne LAMIRAL



# Les grandes puissances ont semé la discorde et elles en bénéficient

La sécheresse, conjuguée à la flambée des prix des produits alimentaires, a fait basculer la Corne de l'Afrique, et en premier lieu la Somalie, dans la famine. Mais la région ne souffre pas que de cela. L'intervention des grandes puissances, la façon dont elles s'en sont emparé, dont elles l'ont morcelée et déchirée y est pour beaucoup.

La Corne de l'Afrique a toujours été un enjeu stratégique du seul fait qu'elle permet le contrôle de l'entrée dans la mer Rouge et du canal de Suez, une route maritime essentielle.

À la fin du 19<sup>e</sup> siècle, par des guerres de conquêtes coloniales, la France s'attribua l'actuel territoire de Djibouti. Le Royaume-Uni, lui, s'empara du nord de la Somalie tandis que l'Italie s'octroyait le sud dans le même temps où elle conquérait l'Érythrée. Plus tard, en 1935-1936, Mussolini finit par s'emparer de l'Éthiopie jusqu'à ce qu'en 1941, le Royaume-Uni contrôle tous ces territoires.

La colonisation de la Somalie se traduisit par des massacres, l'introduction de lourds impôts, le travail forcé et le pillage des ressources. Pour assoir leur domination, les puissances coloniales attisèrent

les rivalités entre les clans et les tribus.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis entrèrent dans le jeu, se proclamant protecteurs de l'empereur d'Éthiopie. Cette indépendance sous contrôle était d'autant plus précieuse pour l'impérialisme US qu'on venait de découvrir du pétrole dans l'Ogaden, une province du sud de l'Éthiopie. Les Britanniques auraient bien voulu rattacher l'Ogaden à une grande Somalie sous leur autorité mais le projet fut mis en échec, et l'Ogaden resta éthiopienne. Avec l'appui des États-Unis, l'ONU attribua en 1952 l'Érythrée à l'Éthiopie.

Ces découpages successifs créèrent et attisèrent des divisions et des conflits à l'origine des guerres qui ensanglantent la région depuis les années soixante : celles menées par la Somalie contre l'Éthiopie pour récupérer l'Ogaden, en 1964 et en 1977-1978 ; les guerres entre l'Éthiopie et les forces sécessionnistes de l'Érythrée, qui n'ont d'ailleurs pas cessé avec l'indépendance de cette dernière en 1991.

Les États-Unis sont aujourd'hui les principaux maîtres de la région. Leurs interventions et leurs manœuvres en Somalie ont plongé le pays dans le chaos et la misère. Dans

les années 1980, ils soutinrent la dictature de Siyaad Barre et de son clan. Depuis la chute de Barre, en 1991, la Somalie est déchirée par les guerres claniques dont les revendications territoriales s'appuient sur l'ancien cadre colonial. En 1992, la Somalie connut la famine. Sous couvert d'une intervention humanitaire, « Restore Hope » (rétablir l'espoir), les États-Unis intervinrent militairement. Bien que cette intervention tournât court, les États-Unis n'ont jamais cessé de manœuvrer, jetant de l'huile sur le feu en soutenant des bandes armées contre d'autres pour tenter d'imposer un gouvernement à leur botte. En 2006-2007, l'armée éthiopienne, soutenue par l'aviation américaine, a envahi la Somalie pour combattre les milices islamistes qui y gagnaient du terrain. Ce fut à nouveau des massacres pour la population. Aujourd'hui, tous les territoires restent morcelés en fonction des rapports de force entre les seigneurs de guerre, islamistes ou pas.

Voilà de quelles situations les grandes puissances impérialistes d'hier et d'aujourd'hui sont responsables, elles qui ont fait de cette région un enfer pour les populations.

Anne BARDÉ

• Espagne

# Élections anticipées Zapatero baisse les bras pour sauver ses meubles

Le chef actuel de l'exécutif espagnol Jose Luis Rodríguez Zapatero (président du PSOE – le Parti Socialiste Ouvrier d'Espagne – jusqu'à il y a peu), a annoncé officiellement le 29 juillet : des élections générales anticipées auront lieu le 20 novembre 2011, donc avec quatre mois d'avance.

C'est ce que réclamait le parti de droite, le PP (Parti Populaire) depuis des mois, qui dénonçait l'incapacité du gouvernement socialiste à prendre les mesures dites « fortes » permettant à l'économie espagnole de faire face à la crise. Mesures qui consisteraient à réformer la législation du travail, à faciliter les licenciements, à précariser

encore davantage l'emploi.

Le PP avait remporté les récentes élections régionales et municipales, prenant la tête de diverses régions et municipalités dirigées par le PSOE. Les dirigeants de la droite voudraient profiter de leur avantage dans les prochaines élections générales d'ou sortira le futur gouvernement.

Jusqu'à présent, José Luis Zapatero se refusait à bousculer le calendrier électoral. Mais au lendemain de ces élections locales de mai, et du mouvement de contestation de la jeunesse qui a trouvé un large écho dans la population, il préfère sembler-il sauver les meubles.

La politique du PSOE, qui a consisté à faire supporter aux classes populaires le poids de

la crise, a porté un rude coup à son crédit dans son électorat. Les dirigeants socialistes savent que la crise va s'aggraver dans les mois à venir, et leur discrédit augmenter encore. Leur calcul est simple : faute de regagner le terrain perdu (les sondages en excluent la possibilité), le PSOE éviterait une défaite plus cinglante encore. Ils savent que leur politique, s'ils restent plus longtemps au pouvoir, consistera à exécuter les diktats des banquiers et des industriels, et à faire appliquer des plans de rigueur de plus en plus durs. Ils savent que les tiroirs des ministères sont remplis de projets de réformes antiouvrières, des réductions des budgets publics concernant l'enseignement, la santé, de perspectives de

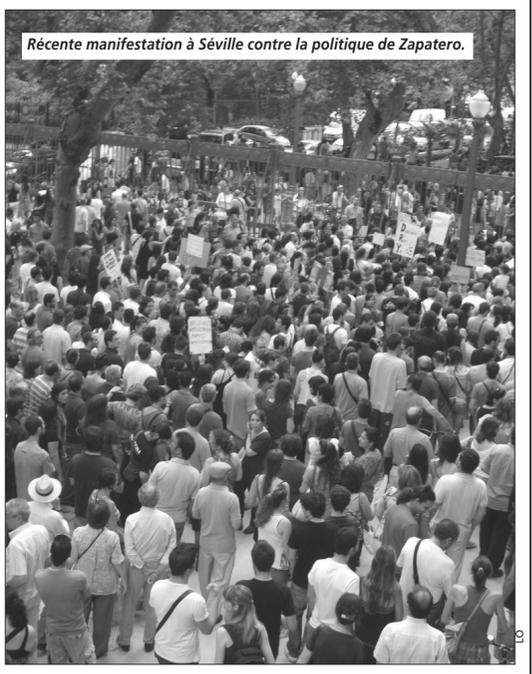
licenciements dans le secteur public comme dans le secteur privé. Ils préfèrent donc céder la place à une droite revancharde et réactionnaire, qui commence à s'offrir le luxe de faire une campagne sur le thème de la lutte contre le chômage.

Les dirigeants socialistes perdront sans doute la responsabilité de l'exécutif. Mais ils veulent malgré tout garder le maximum de sièges de députés et de postes dans les institutions. Ils essaient donc de limiter l'hémorragie de leur électorat populaire en rapprochant l'échéance électorale. C'est pourquoi le futur successeur de Zapatero, Alfredo Perez Rubalcaba, multiplie les déclarations destinées à donner le change aux travailleurs, aux gens du peuple et aux électeurs

de gauche. Un petit clin d'œil aux jeunes du M15, les « indignados ». Une petite promesse par-ci à propos de l'emploi des jeunes, une autre par-là pour aider les chômeurs et se prononcer contre la diminution des dépenses de santé, ou l'amputation des budgets sociaux. Mais tout le monde le sait, le PSOE ne fera pas en deux mois ce qu'il n'a pas fait en huit ans.

Zapatero jette l'éponge. Sa décision montre que les travailleurs espagnols, les chômeurs, les jeunes n'ont pas à compter sur ces hommes politiques de gauche, mais sur eux-mêmes, sur la force qu'ils représentent et sur leur détermination à ne pas accepter de payer la crise.

Henriette MAUTHEY



Récente manifestation à Séville contre la politique de Zapatero.

## • ICTS – Roissy

# La sûreté aéroportuaire, pas pour les salariés

**Les employés d'ICTS assurent une partie des multiples activités sous-traitées par l'aéroport de Roissy au fil des années. Payés au smic ou à peine plus, souvent à temps partiel et avec des horaires démentiels, ils sécurisent les avions, manipulent et vérifient les bagages qui vont en soute. Ils contrôlent aussi les passagers et leurs sacs avant l'embarquement.**

L'aéroport travaillant presque 24 h sur 24, il faut être présent tout le temps. Mais la direction en rajoute encore. Elle impose massivement des temps partiels même à ceux qui habitent loin ou aimeraient des temps pleins. Pire, après avoir demandé à certains de ne venir que quatre heures par jour en juin, elle a attribué aux mêmes des amplitudes de onze heures par jour en juillet !

Un horaire de onze heures est non seulement du délire, mais illégal. L'horaire maximum dans la Sûreté est de dix heures par jour. Pas de problème pour cette direction : en intercalant une coupure d'une heure, le tour est joué. Mais avec onze heures de présence, plus le temps

de transport, plus le temps de sommeil, il reste peu de temps pour vivre.

La direction d'ICTS distribue régulièrement des sanctions ou des rappels à l'ordre pour des motifs futiles ou faux. On a vu par exemple un « avertissement pour absence injustifiée »... alors que la personne était

présente, en repos, ou hospitalisée ! Elle ne s'arrête pas là. Elle a retiré de son poste une salariée, ne lui donnant plus de travail parce qu'elle réclamait la reconnaissance de sa qualification. Elle a mis à pied des salariés qu'un chef ne supportait plus ou a poussé à bout des agents jusqu'à ce qu'ils tombent en

dépression... Cela s'appelle du harcèlement.

Même si dans les entreprises de sûreté de la zone aéroportuaire ce n'est pas la joie, chez ICTS, c'est pire encore. Il y a déjà eu des grèves. Il y en aura encore, il n'y a que ce langage que les patrons comprennent.

**Correspondant LO**

## Des chiffres éloquents

À ICTS, une des entreprises de sous-traitance de sûreté aéroportuaire dans la zone de Roissy, le travail est pénible, même par rapport aux autres sous-traitants. Les chiffres du bilan social de 2010 le montrent.

Sur les 2 875 salariés, dont 2 662 employés, 977 le sont à temps partiel, à mi-temps, à 86 heures ou avec un trois-quarts temps (120 heures). Cela concerne plus du tiers des employés, et la plupart aimeraient bien travailler à temps plein, car les payes tombent alors en dessous du smic. L'entreprise recrute loin, à 40, voire 80 kilomètres, ce qui implique souvent deux ou trois heures de déplacement pour quatre

heures de travail. Et à Roissy, on n'est pas encore arrivé : qu'on vienne en transports en commun ou en voiture, on est encore loin de son poste de travail, il faut encore vingt minutes à une demi-heure pour s'y rendre.

La précarité est la règle : il y a eu 169 CDD en 2010, dont 162 n'ont pas été renouvelés. Il faut en outre ajouter les stagiaires qui, eux, travaillent gratuitement trois ou quatre semaines pour avoir la formation sûreté indispensable au travail, tout en réalisant les mêmes tâches que les autres. Ainsi, 304 stagiaires se sont succédé en 2010.

Avec cela on n'a guère envie de rester, même si on retrouve les anciens d'ICTS

dans d'autres entreprises de la zone, des boîtes qui ne valent guère mieux. Chez ICTS, l'ancienneté moyenne n'est que d'un peu plus de cinq ans, et en plus des départs, il y a eu 117 licenciements, qui s'ajoutent aux 162 fins de CDD. Au total, 443 employés ont quitté l'entreprise en un an.

Il ne faut pas non plus espérer grimper chez ICTS : seulement quatre salariés ont été promus en 2010. Une façon pour les patrons de dire qu'il ne sert à rien d'attendre quoi que ce soit d'eux et ce qui ne peut qu'amener à conclure que seule la lutte collective permettra de changer les choses.

**Correspondant LO**

## • Disneyland

# L'envers du décor

Durant la période estivale, le parc Disneyland de Paris situé à Marne-la-Vallée devenu la première destination touristique d'Europe, est ouvert tous les jours jusqu'à 23 heures au lieu de 20 heures le reste de l'année.

La magie Disney qui fait le bonheur des enfants, est assurée quotidiennement par 14 500 salariés. Sur cet effectif, plus de 2 000 sont en CDD. Et sur les 12 500 en CDI, 13 % sont à temps partiel, la très grande majorité travaillant entre 16 et 28 heures par semaine.

Les salaires y sont bas puisqu'un quart des travailleurs gagnent moins de 1 500 euros bruts. D'après le bilan social 2010, les dix salaires les plus élevés ont augmenté en moyenne de 16 %, soit une augmentation mensuelle d'environ 1 485 euros. Philippe Gas, le PDG d'Euro Disney, a touché la bagatelle de 1 200 000 euros en 2010, soit 100 000 euros par mois, l'équivalent du salaire de 70 employés du parc à temps plein, ce qui n'est rien à côté de celui de Robert A. Iger, le PDG de Walt Disney, qui

aurait gagné 21 millions de dollars en 2010.

Si les salaires ne sont pas à la fête, les conditions de travail ne le sont pas non plus. En 2009, le médecin du travail avait alerté sur les accidents qui « progressaient en fréquence et en gravité ». Depuis, rien ne s'est amélioré. Le dernier bilan social a montré que le nombre d'accidents du travail continue d'augmenter, au point que le taux d'accidents à Euro Disney est plus élevé que dans le Bâtiment.

Bien sûr, le PDG d'Euro Disney répète que « la

sécurité est notre priorité ». Mais lorsque le Comité d'hygiène et sécurité a demandé une enquête indépendante, suite à un accident en avril dernier – un touriste a été gravement blessé par un élément de décor –, la direction s'y est opposée et le tribunal vient de lui donner raison.

C'est l'autre face de la magie Disney. Reste que l'âge moyen des salariés est de 35,5 ans et que 20 % d'entre eux ont moins de 25 ans. Voilà qui donne espoir pour les luttes à venir.

**Correspondant LO**

## • Anovo Brive (Corrèze)

# Débrayage contre une possible fermeture

Les travailleurs d'Anovo à Brive ont fait une heure de grève jeudi 28 juillet contre les menaces de fermeture de sites français du groupe (Brive, Montpellier, Angers). Le même jour le groupe a été mis en redressement judiciaire.

Anovo emploie environ 6 000 salariés dans plusieurs pays (France, Italie, Espagne, Angleterre, pays nordiques, Chili, Pérou etc.). En France il y a 1 200 salariés répartis sur six sites, dont 360 à Brive. Le groupe spécialisé dans l'entretien, la maintenance de matériel électronique (téléphone portable, ordinateur, GPS...) a réalisé plus de 40 millions de bénéfice sur cinq ans, son chiffre d'affaires est en augmentation, mais les responsables affichent aujourd'hui une dette de neuf millions d'euros qu'ils ont décidé de faire payer aux travailleurs.

Depuis plusieurs mois le groupe a dépensé plusieurs millions d'euros pour mettre en place un programme dit « optima » afin d'optimiser les coûts sur cinq sites en Europe, dont celui de Brive. Début juillet, le président du Conseil d'administration a démissionné. Mais juste avant, au moment où l'action remontait pour quelques jours, il a revendu un gros paquet d'actions qui lui aurait rapporté plus d'un million d'euros. Des petits actionnaires très remontés qualifient cela de « délit d'initié ». Quant aux élus du personnel, ils veulent aussi des explications car cet argent est volé à tous les travailleurs.

Ajouté à cela le fait que l'usine de Brive a empoché 200 000 euros de subventions de l'agglomération entre 2008 et 2011, l'argument de la dette invoqué par la direction ne tient plus.

Les délégués CGT multiplient les rencontres avec les élus, la sous-préfecture. Ils accusent les dirigeants du groupe et les gros actionnaires de manquer de transparence. C'est le moins que l'on puisse dire. Ces derniers ont des plans précis mais gardent leurs secrets.

Les salariés n'ont pas l'intention de se laisser faire.

**Correspondant LO**

## • Israël

### Les manifestations contre la vie chère s'amplifient

Commencée il y a trois semaines, la mobilisation contre la hausse des prix, et particulièrement celles de l'immobilier et des loyers, ne cesse de prendre de l'ampleur.

Samedi 30 juillet, au moins 150 000 personnes manifestaient pour la « justice sociale » dans toutes les villes du pays. Il faut remonter en 1982, c'est-à-dire aux grandes manifestations contre l'intervention israélienne au Liban, pour trouver des chiffres aussi importants. Le mouvement qui avait débuté par l'installation de quelques tentes dans une avenue de Tel Aviv s'étend maintenant sur un kilomètre et demi ! Et lundi 1<sup>er</sup> août, 150 000 employés municipaux (dans un pays de 7,5 millions d'habitants) se sont mis en grève pour les mêmes revendications.

C'est dire que le ras-le-bol de la population est à son comble. Alors que le gouvernement se vante du taux de croissance de 5 % de l'économie du pays, les conditions de vie des travailleurs n'ont cessé de se détériorer ces dernières années. Les salaires n'ont pratiquement pas augmenté tandis que l'inflation s'est envolée : 16 % ces cinq dernières années, et même près de 30 % pour les seuls produits alimentaires. L'appauvrissement de la population est bien réelle. Selon le Bitouah Leumi, la Sécurité sociale israélienne, 25 % des Israéliens vivent en dessous du seuil de pauvreté. Même un couple avec deux salaires peut se retrouver dans le besoin.

La politique mise en œuvre par les gouvernements de droite et soutenue par la gauche travailliste, a consisté en une série de privatisations et de baisse des crédits pour les services publics mais sans jamais toucher aux possibilités d'enrichissement de quelques grandes fortunes. Les hôpitaux, les transports publics, les écoles sont à l'abandon, les crèches publiques deviennent rares. Évidemment les dépenses militaires ou celles consacrées à ériger le mur de séparation entre Israël et la Cisjordanie pèsent beaucoup dans le budget de l'État, ainsi que les aides réservées aux colons qui vont s'installer en territoire palestinien.

Pour l'instant, le gouvernement a promis la construction de 50 000 logements sociaux, mais les travaux ne commenceront pas avant sept ans. De quoi motiver pour la continuation du mouvement qui, comme à Nazareth, regroupe Juifs et Arabes israéliens.

Robert MINE

## Il y a 70 ans

### • Été 1941

# L'attaque hitlérienne contre l'URSS

*« Nous entrons dans l'année 1941 avec un sentiment de joie et de confiance complète dans l'avenir radieux de notre pays », écrivait la Pravda le 31 décembre 1940. « Le Parti et le gouvernement ont énormément travaillé à accroître la puissance militaire de l'URSS, la force défensive et la préparation militaire du peuple. »*

Or six mois plus tard, lorsque les armées hitlériennes envahirent l'Union Soviétique le 22 juin 1941 au matin, ce fut un désastre pour la population russe, non préparée à cette éventualité.

En une demi-journée, 1 200 avions soviétiques furent détruits, dont 800 qui étaient restés cloués au sol, parmi les plus modernes de la flotte soviétique. En deux semaines, les troupes allemandes pénétrèrent sur cinq cents kilomètres à l'intérieur de l'URSS. À la fin de l'été elles atteignaient Leningrad, dont elles firent le siège durant tout l'hiver, s'approchaient de Moscou et occupaient la presque totalité de l'Ukraine.

### Une politique d'alliances et de compromissions qui isole l'URSS face à l'Allemagne nazie

Si l'Armée rouge se révéla incapable de s'opposer à cette avance, ce fut avant tout pour des raisons politiques. L'offensive allemande marquait la rupture de l'alliance entre le gouvernement de Hitler et celui de Staline, conclue deux ans plus tôt, le 23 août 1939, lors de la signature du Pacte germano-soviétique, accueillie avec stupeur par de nombreux travailleurs et militants communistes.

Ce pacte était symptomatique de la politique de la bureaucratie russe, qui avait tourné le dos à toute politique révolutionnaire, privant ainsi l'URSS du soutien des classes ouvrières et de la crainte qu'une révolution prolétarienne éclate dans leur pays suscitait parmi les dirigeants impérialistes. Staline se tourna vers un jeu diplomatique hasardeux en direction des grandes puissances impérialistes, en essayant de jouer sur leurs rivalités.

Après l'arrivée au pouvoir des nazis en janvier 1933, Staline tenta un rapprochement avec l'Allemagne qui ne déboucha pas. La victoire de Hitler marquait le début du compte

à rebours vers une nouvelle guerre mondiale où l'existence même de l'URSS pouvait être remise en cause. Staline opéra alors un tournant et se rapprocha de la France et de la Grande-Bretagne. Tel fut le sens des accords Laval-Staline de 1935, dont le but affirmé était de défendre la « démocratie » contre le fascisme. Cette alliance se traduisit en 1936 par le soutien aux gouvernements de Front populaire en France et en Espagne.

Mais on put vite mesurer le peu de fiabilité de ces alliés impérialistes de l'URSS. En septembre 1938, les dirigeants anglais et français signèrent avec Hitler les Accords de Munich, qui acceptaient l'annexion de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne. Sentant que l'expansionnisme allemand s'orientait vers l'est, avec la complicité des Franco-Anglais, Staline fit une nouvelle volte-face et chercha en 1939 l'alliance de son adversaire d'hier, en signant le Pacte germano-soviétique.

Ce pacte permit à l'Allemagne et à l'URSS de se partager la Pologne. Mais les appétits de conquête vers l'est de Hitler n'étaient que provisoirement calmés. Car, loin de garantir sa sécurité à l'URSS, le dépeçage de la Pologne laissait à Hitler les mains libres pour entamer, dans un premier temps, l'offensive à l'ouest. Trotsky écrivait : « Ses victoires (de Hitler) à l'Ouest ne sont qu'une gigantesque préparation pour un gigantesque mouvement vers l'Est ».

Cette politique de compromission avec les États impérialistes, jusque dans leur pire incarnation avec le régime nazi, n'épargna à l'URSS ni la guerre, ni les ravages qu'elle produisit sur le territoire.

### L'incurie de la bureaucratie stalinienne

Jusqu'à la veille de l'invasion de l'URSS par les troupes hitlériennes, Staline voulut faire croire à la solidité de son alliance avec Hitler. Une semaine avant l'offensive allemande l'agence soviétique Tass affirmait : « Les rumeurs n'ont cessé de se multiplier quant à une guerre prochaine entre l'Union soviétique et l'Allemagne... Il n'y a rien là qu'une vaste tentative des puissances hostiles à l'Allemagne, qui souhaitent une extension du conflit... Les milieux soviétiques considèrent comme dénuées de tout



Le pacte germano-soviétique ne préparait pas l'URSS au retournement de Hitler.



*fondement les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne aurait l'intention de rompre le pacte et d'attaquer l'URSS. Quant au transfert des troupes allemandes vers les zones septentrionales et orientales de l'Allemagne durant cette dernière semaine, on peut penser qu'il s'agit de mener à bien des tâches militaires dans les Balkans et que ces mouvements ont été dictés par des motifs qui sont étrangers aux relations germano-soviétiques ! »*

Et pourtant, dans la partie de Pologne occupée par l'Allemagne, les armées hitlériennes construisaient de vastes réseaux de communication en prévision d'une attaque de l'URSS dont Hitler n'avait jamais fait mystère. Il était clair qu'après avoir stabilisé ses conquêtes à l'ouest du continent européen, l'Allemagne nazie se retournerait vers l'est. Même la bureaucratie russe le pressentait, malgré son aveuglement. Sauf qu'elle ne la prévoyait pas si proche, malgré les rapports qui lui parvenaient, malgré les mouvements de la Wehrmacht dans les Balkans et en Roumanie, qui resserraient l'étau autour de l'URSS, malgré les 500 vols de reconnaissance effectués par l'aviation allemande pendant les six mois précédant l'invasion. Pire,

selon les clauses définies par le Pacte germano-soviétique, l'URSS continua jusqu'au bout à fournir les matières premières dont l'Allemagne avait besoin pour son industrie de guerre, cuivre, chrome, manganèse, etc., dans un but « d'apaisement », dans le fol espoir que cette servilité devant l'État nazi écarterait le danger !

Après l'invasion de l'URSS en juin 1941, Staline et la clique au pouvoir rejetèrent toute la responsabilité de l'avancée fulgurante de l'armée nazie sur l'impréparation de l'Armée rouge et l'incompétence des officiers. C'était passer sous silence le fait que, pendant les purges de 1937-1938, Staline avait décapité l'Armée rouge, éliminant physiquement, selon les évaluations de Trotsky, quelque 30 000 officiers et sous-officiers.

Si finalement, après trois ans de guerre sur son territoire, l'URSS parvint à se libérer de l'occupation nazie, au prix de millions de morts, ce ne fut pas grâce à la politique de Staline et de sa coterie de bureaucrates au pouvoir, mais grâce aux sacrifices et à l'héroïsme de la population.

Marianne LAMIRAL

## • Groupe PSA

### Projets de fermeture pour les travailleurs, millions accumulés pour les patrons

Le groupe PSA a dévoilé ses résultats financiers pour le premier semestre 2011, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils constituent une excellente nouvelle pour les actionnaires.

PSA a en effet vu son chiffre d'affaires grimper de près de 10 % par rapport à la même période de l'an dernier – déjà exceptionnelle – et affiche un profit de 806 millions d'euros en six mois, en hausse de 18,5 %.

En même temps qu'elle annonçait ces bonnes nouvelles aux actionnaires, la direction du groupe s'empressait d'y mettre un bémol, expliquant que les conséquences du séisme au Japon, qui a interrompu la fourniture de certaines pièces, ainsi que le renchérissement des matières premières, lui coûtent cher et impacteront les bénéfices du semestre à venir. Sans compter une baisse des ventes du groupe au mois de juin – tendance qui n'a pas de raison de s'inverser, vu l'état du pouvoir d'achat des consommateurs.

Ces annonces moroses (qui ont d'ailleurs provoqué un véritable dévissage du cours de l'action PSA à la Bourse)

permettent à la direction de noircir le tableau dans un contexte bien particulier. Rappelons que PSA a décidé en secret, comme cela a été révélé par la CGT, de fermer trois usines, dont celle d'Aulnay-sous-Bois en région parisienne. Pour des raisons de communication, il est donc préférable pour le groupe de montrer une situation « difficile », plutôt que d'annoncer des fermetures d'usines dans un contexte où l'argent coule à flot.

Mais quelles que soient les difficultés passagères du constructeur, elles ne tromperont personne. En dix années de bénéfices presque ininterrompues, combien de milliards ont été accumulés dans les caisses du groupe? Ce trésor de guerre, dont PSA se vantait encore tout récemment, est mille fois suffisant pour assurer du travail à tous les ouvriers, sans une seule suppression d'emploi.

Correspondant LO

### La spéculation continue

La semaine passée, on apprenait que la holding familiale du groupe PSA vient de dépenser la somme de 88 millions d'euros pour racheter une partie du groupe Orpea. Orpea ne fait pas exactement partie de la branche automobile, puisqu'il s'agit du numéro européen dans le domaine... des maisons de retraite.

Pendant ce temps, aux ouvriers des usines Peugeot et Citroën, on continue

d'expliquer qu'ils doivent s'abîmer la santé pour gagner quelques dixièmes de seconde par opération, au nom de la sacro-sainte « compétitivité ». Ces efforts perpétuels permettent donc à la famille Peugeot d'investir ses millions dans de profitables maisons de retraite. Une ligne de plus à rajouter à la note que les travailleurs ne manqueront pas, un jour, de présenter à la famille Peugeot.

Correspondant LO

## • Gefco - Poissy (Yvelines)

### Deux jours de grève pour préparer la rentrée

Une vingtaine de délégués CGT et de salariés de Gefco, entreprise de logistique située à Poissy et filiale à 100 % de Peugeot, ont fait grève mercredi 27 et jeudi 28 juillet. Deux jours qui n'étaient pas choisis au hasard. Le 27, un Comité central d'entreprise devait définitivement approuver, avec le vote des représentants de deux syndicats, FO et la CFTC, un plan social de 232 suppressions d'emplois à l'échelle nationale, dont 88 sur les 110 salariés du site de Poissy, qui doit être fermé au 1<sup>er</sup> mars 2012.

Et ces deux jours étaient aussi les derniers avant les congés de l'usine PSA contiguë, pour laquelle Gefco-Poissy travaille principalement.

Dès 5 h 30 du matin et jusqu'à 17 heures, histoire de toucher toutes les équipes, les grévistes se sont installés à l'entrée et au rond-point le plus proche pour distribuer un tract à leurs camarades de travail, aux ouvriers de Peugeot et aux très nombreux transporteurs, plusieurs

centaines chaque jour, qui alimentent Gefco et l'usine PSA en pièces détachées ou évacuent des voitures.

Les marques de sympathie ont été nombreuses, mais c'est l'accueil des chauffeurs qui a produit l'effet le plus spectaculaire. Ils sont presque tous venus aux nouvelles et manifester leur solidarité. Très vite le secteur a été complètement embouteillé. La direction a bien appelé la police et même un huissier... Mais il n'y avait rien à constater. Les salariés de Gefco ne bloquaient pas la circulation, ce sont les chauffeurs qui coupaient le moteur, venaient se renseigner. C'est ce qu'ils disaient eux-mêmes aux policiers, et même à deux hauts cadres de Peugeot, dont le DRH, venus jouer les agents de la circulation. L'embouteillage a été grandiose et les chaînes de Peugeot ont démarré avec retard.

Les grévistes sont sortis de ces deux jours avec un moral renforcé. Gefco est une entreprise profitable, et a même vu progresser son chiffre

d'affaires de 16 % en 2010, année où Peugeot a fait 1,2 milliard de profit. Rendez-vous a été pris à la rentrée, pour continuer la lutte contre les mauvais plans de Gefco-PSA.

Correspondant LO

## • Toyota Onnaing (Nord)

### Bonne ambiance avant les congés

Vendredi 8 juillet, la dernière Yaris version 2 est sortie de l'usine d'Onnaing. La production est réaménagée pour la version 3 commercialisée dans les mois prochains. C'est maintenant une lente montée en cadence avec seulement quelques dizaines de véhicules produits chaque jour.

La direction a annoncé, lors du Comité d'entreprise du 18 juillet, que 121 909 Yaris III seraient produites entre le 1<sup>er</sup> octobre 2011 et le 31 mars 2012! Ce chiffre fantaisiste sert à essayer de montrer que la direction maîtrise l'avenir, ce qui n'est pas le cas.

Il peut servir aussi à justifier la mise en place d'une équipe de nuit, même pour quelques mois, afin de rentabiliser au plus vite les installations et les machines... quitte ensuite à renvoyer au chômage les intérimaires et à imposer du chômage partiel, ce qui est rentable pour Toyota qui, dans ces conditions, ne paie qu'une toute petite partie de nos salaires.

Quelle sera la situation économique en Europe d'ici mars 2012? Quel sera le niveau du chômage? Personne ne le sait! En Espagne, seulement 370 Yaris ont été vendues en juin dernier, alors que l'Espagne était dans les meilleures ventes en Europe avec 2 000 à 3 000 ventes mensuelles il y a encore quelques mois... et c'est pire au Portugal et en Grèce. En Italie, après le plan d'austérité de 50 milliards d'euros sur le dos de la population, combien d'Italiens auront encore les moyens d'acheter une voiture neuve, alors que c'est le plus

gros marché pour la Yaris?

Ces préoccupations alimentent les discussions. La direction nous dit que les ventes de la Yaris dépendent de notre motivation et du niveau de qualité du véhicule. Mais une majorité d'ouvriers a conscience que le niveau des ventes de la voiture sera surtout lié au niveau du chômage et des salaires en Europe.

Les discussions sont nombreuses, profitant d'un moment où la production est encore très faible. Beaucoup critiquent ouvertement les mauvaises conditions de travail habituelles, les nouvelles réorganisations ou le comportement de certains chefs, ou parlent de la nécessité de redémarrer une grève sur les salaires en septembre ou en octobre.

Une partie des agents de maîtrise qui croient encore dans les discours de la direction se retrouvent bien impuissants face à cette ambiance et aux comportements de plus en plus collectifs des travailleurs.

Une collecte organisée par la CGT dans un secteur pour protester contre les quatre jours de mise à pied infligés injustement à un ouvrier a quasiment couvert sa perte de salaire. « Nous sommes de plus en plus solidaires » ont constaté de nombreux ouvriers.

Effectivement, il faudra beaucoup de solidarité, beaucoup de cohésion pour obliger Toyota à embaucher et à augmenter les salaires pour rendre les conditions de travail enfin humaines.

Correspondant LO



Les salariés de Gefco-Poissy mobilisés contre la fermeture du site, le 27 juillet 2011. Des bouchons sont provoqués sur le rond-point qui mène à l'usine PSA.

### • Montupet – Fonderies du Poitou Alu Ingrandes (Vienne)

## Les travailleurs ne baissent pas les bras

À quelques jours du départ en congés des travailleurs de la fonderie Alu, les patrons ont ajouté une dernière ignominie à leur brutal projet de baisse de 15% des salaires, baisse qui s'ajouterait à la perte due au passage de 38 h 30 à 35 heures payées 35 (voir LO des semaines précédentes).

Ils ont adressé à deux ouvriers, dont un délégué CGT, des convocations pour le 31 août en vue de sanctions. Mercredi 27 juillet, dès l'annonce des convocations, la réaction dans l'équipe

d'après-midi ne s'est pas fait attendre : plus de 80% des travailleurs ont débrayé pendant près de deux heures. Et vendredi 29, jour du départ en vacances, toutes les équipes ont débrayé à 90% pour rappeler à Montupet que son plan antiouvrier, les travailleurs des fonderies n'en veulent pas!

Ces réactions montrent que, pour choqués qu'ils aient été, les travailleurs ne sont ni abattus, ni résignés. Au retour des congés ils savent que le 31 août sonnera le début de la riposte, mais qu'il ne

suffira pas d'en rester là. Et puisque les patrons projettent d'amputer chaque mois les salaires de 350, 400 euros, voire davantage, l'idée fait son chemin que, quitte à perdre de l'argent, il vaut mieux en perdre en faisant grève, et en en faisant perdre bien plus aux actionnaires. Ce sera le moyen de se faire entendre de toute la classe ouvrière de la région. Et pourquoi pas de tous les travailleurs du pays. Les travailleurs des fonderies sont loin d'avoir dit leur dernier mot.

Correspondant LO

## Les patrons ont la loi pour eux... Les travailleurs ont leurs armes de classe !

L'annonce d'une baisse brutale de 15% des salaires ouvriers aux Fonderies du Poitou (groupe Montupet) a fait surgir des interrogations sur la légalité d'une telle mesure. En annonçant leur intention d'imposer cette dégradation par une simple information individuelle de chaque salarié par lettre recommandée, les patrons de Montupet s'appuient en fait sur une législation qui, année après année, a accompagné et facilité ce que le patronat s'autorisait déjà.

Au fil des années, jusqu'à la loi Borloo de janvier 2005 (dite de «cohésion sociale»!), la législation a évolué vers une facilitation du droit de licencier, la destruction des quelques protections acquises

avant la crise.

La nouvelle définition du licenciement économique vise désormais expressément le refus par un salarié d'une modification d'un élément essentiel de son contrat de travail. Cette loi de janvier 2005 n'est pas allée jusqu'à considérer la «sauvegarde de la compétitivité» comme motif économique de licenciement. Mais la jurisprudence de la Chambre sociale de la Cour de cassation a suppléé à cela, en favorisant le patronat évidemment.

Ainsi, après le simple envoi d'une lettre recommandée proposant une modification aussi essentielle du contrat de travail qu'une baisse de 15% du salaire, le patron peut s'autoriser à licencier pour cause

économique tout travailleur qui refuserait cette baisse. L'employeur reste certes soumis à l'obligation de proposer un «plan de sauvegarde de l'emploi» si le nombre des licenciements est supérieur à neuf, il n'est pas même tenu d'invoquer d'hypothétiques difficultés économiques pour justifier le choix entre cette baisse des salaires, ou les licenciements : l'argument d'une «sauvegarde de la compétitivité» étant recevable aux yeux des tribunaux.

C'est dire que la défense ouvrière contre de telles attaques est une affaire de rapport de force entre les travailleurs et les patrons.

Correspondant LO

### • LU – Château-Thierry (Aisne)

## Défendre les emplois et les salaires

En novembre 2007, Danone a vendu au second groupe mondial de l'agro-alimentaire, Kraft Foods, l'ensemble des neuf usines de production des gâteaux LU. Danone, toujours soucieux de son image sociale, avait insisté auprès des syndicats, soulignant qu'une clause introduite par ses soins, garantissait que le repreneur ne toucherait pas aux effectifs pendant trois ans. La réalité a été tout autre : les effectifs n'ont pas cessé de diminuer et les conditions de travail se sont détériorées. Le délai de trois ans est aujourd'hui largement dépassé et, depuis le début de l'année, une réorganisation se met en place.

Aujourd'hui, dans le secteur du chocolat, du café, du biscuit, de la boulangerie industrielle et dans celui de la confiserie et des chewing-gums, le groupe envisage de rationaliser ses productions à l'échelle européenne. Les objectifs des dirigeants de Kraft Foods sont dévoilés au compte-gouttes. Si pour le moment aucun plan n'est mis en place, il n'empêche que chaque information propage des inquiétudes quant à l'avenir de certaines usines qui pourraient être fermées pour assurer des profits prévus en augmentation de 11% à 13% pour l'année 2011.

Pour tenter de justifier sa politique, la direction

européenne de Kraft Foods ne cesse de communiquer sur une conjoncture économique difficile et, comme elle l'écrit, sur «une rupture dans les comportements des consommateurs qui cherchent de plus en plus à rationaliser et optimiser leurs achats au détriment des achats d'impulsion».

Les «impulsions» de Kraft Foods sont elles apparues quand il a été décidé, en juin dernier, de céder à Faure et Mchet Logistic les deux derniers entrepôts appartenant à LU situés à Satolas-et-Bonce dans le département de l'Isère et Moissy-Cramayelle en Seine-et-Marne. Les travailleurs de Satolas ont réagi immédiatement et, bien que peu nombreux, trente-trois à l'effectif, ils se sont tous mis en grève.

La direction générale s'est alors lancée dans une série d'auto-justifications que personne n'a crues. Cela a redonné du tonus à celles et ceux comptant sur une réaction plus générale pour contrer la réorganisation de Kraft Foods. En effet, quand on constate les réactions de la direction face à un mouvement de 33 travailleurs, nous nous disons qu'à 3 815 nous représentons une force. Cette première réaction devra être suivie de bien d'autres pour défendre nos emplois et nos salaires.

Correspondant LO

### • Veninov – Vénissieux (Rhône)

## Une fermeture programmée

**Le 21 juillet, le tribunal de commerce de Nanterre a décidé de mettre en liquidation judiciaire le groupe Alkor-Venilia, auquel appartient l'usine Veninov de Vénissieux. Les premières lettres de licenciement doivent être envoyées fin juillet. En fait, depuis un an, les travailleurs s'y attendaient.**

L'usine de Vénissieux, fondée en 1874 pour fabriquer les premières toiles cirées, avait plus tard créé et fabriqué le Venilia adhésif. Elle a compté jusqu'à 1 200 salariés. Après plusieurs rachats et plans sociaux, ils ne sont plus que

quatre-vingt-dix salariés, qui produisent principalement des nappes plastifiées, dont l'usine de Vénissieux est le premier fabricant européen. Le groupe, qui emploie 550 personnes, a deux autres usines en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, et huit établissements commerciaux.

Depuis décembre 2010, il n'y a eu que quelques semaines de travail, entrecoupées de longues périodes d'interruption, sous le prétexte que l'argent manque pour acheter les matières premières alors qu'il y a des commandes. Plusieurs fois, les salaires ont été versés avec beaucoup de retard, les travailleurs étant laissés dans l'incertitude. Fin décembre, la relance

du travail avait été financée par un prêt de Gordon-Brothers, qui a exigé des garanties qualifiées de «déraisonnables» par le tribunal, qui a émis des soupçons d'«actes frauduleux».

Début juillet, le groupe a été placé en redressement judiciaire, et les salaires ont pu être versés par l'AGS (assurance de garantie des salaires). Le 21 juillet, aucun repreneur ne s'étant manifesté, la liquidation judiciaire a été prononcée.

Depuis près d'un an, les travailleurs de Veninov se battent pour empêcher cette liquidation, qui les liquide du même coup : occupation pour empêcher les stocks de partir,



Rassemblement de soutien aux travailleurs licenciés de Veninov, le 28 juillet, sur le site de l'usine.

manifestations. La municipalité a apporté son soutien et est intervenue auprès des autorités. Jeudi 28 juillet a encore eu lieu un rassemblement sur le parking de l'usine où près de deux cents personnes, familles, élus, militants, retraités de l'usine et habitants de Vénissieux sont venus exprimer leur soutien.

Sceptiques sur la possibilité de trouver un repreneur et sur

ce qui pourrait sortir des tables rondes prévues, les travailleurs licenciés occupent l'usine jour et nuit durant tout l'été pour empêcher que les machines et le stock restant soient démantés. Ils ne veulent pas se laisser licencier en silence. Le sentiment qui prédomine est la colère contre le gâchis dont ils sont victimes.

Correspondant LO

# Les militants de Lutte Ouvrière à votre rencontre

L'offensive des patrons et du gouvernement contre la population laborieuse ne connaît pas de trêve. C'est pourquoi les militants de Lutte Ouvrière mettent à profit cette période d'été et de vacances pour discuter de la situation et de la riposte qu'il faut préparer.

Car pour ne pas payer les frais de la crise dont la population laborieuse n'est en rien responsable, pour refuser les licenciements, le chômage, les hausses du coût de la vie qui font qu'il est de plus en plus difficile de joindre les deux bouts, il faudra une riposte de grande ampleur de l'ensemble des salariés de ce pays. Et c'est cela qu'il faut discuter.

Du nord au sud, de l'est à l'ouest du pays, les problèmes sont les mêmes pour tout le monde du travail. Ce sont pourtant les travailleurs qui font tout fonctionner dans la société. Sans eux, sans leur travail, ce ne sont ni les actionnaires, ni les politiciens, ni même les patrons qui feraient marcher l'économie. Contre le chômage, il faut exiger

le partage du travail entre tous sans diminution de salaire et l'interdiction des licenciements. Contre la vie chère, il faut revendiquer l'indexation des salaires et des pensions sur les hausses du coût de la vie. Pour démontrer que, contrairement aux jérémiades des capitalistes, leurs caisses sont très loin d'être à sec, il faut exiger le contrôle de tous les salariés sur les comptes des entreprises et imposer l'expropriation des spéculateurs, banquiers et autres financiers qui mènent la société à la catastrophe et la population à la misère.

En premier lieu, il faut rétablir les liens de confiance et de solidarité entre les exploités. C'est à cela que nous voulons œuvrer. Discutons-en.

## JURA – SAÔNE-ET-LOIRE

**Jeudi 4 août** : Dole (Jura)

**Vendredi 5 août** : Beaune (Côte-d'Or)

**Samedi 6 août** : Lons-le-Saunier (Jura)

## MANCHE – MAYENNE

**Jeudi 4 août** : Mayenne et Château-Gontier (Mayenne)

**Vendredi 5 août** : Fougères et Vitré (Ille-et-Vilaine)

**Samedi 6 août** : Laval (Mayenne)

## ARDENNES – AISNE

**Lundi 8 août** : Soissons (Aisne)

**Le chômage est un cancer qui ronge la société**  
**Pour y mettre fin il faut partager le travail entre tous sans diminution des salaires**

**lutte ouvrière**

Quelques-unes des affiches utilisées dans le cadre de ces rencontres.

**Mardi 9 août** : Laon (Aisne)

**Mercredi 10 août** : Saint-Quentin (Aisne)

**Jeudi 11 août** : Reims (Marne)



**Vendredi 12 août** : Charleville-Mézières (Ardennes)

**Samedi 13 août** : Sedan (Ardennes)

## LOIRE – DRÔME

**Lundi 8 août** : Roanne (Loire)

**Mardi 9 août** : Saint-Chamond (Loire)

**Mercredi 10 août** : Saint-Etienne (Loire)

**Jeudi 11 août** : Montélimar (Drôme)

**Vendredi 12 août** : Romans (Drôme)

**Samedi 13 août** : Valence (Drôme)

## AQUITAINE

**Lundi 15 août** : Agen (Lot-et-Garonne)

**Mardi 16 août** : Marmande (Lot-et-Garonne)

**Mercredi 17 août** : Bergerac (Dordogne)

**Jeudi 18 août** : Libourne (Gironde)

**Vendredi 19 août** : Périgueux (Dordogne)

**Samedi 20 août** : Brive (Corrèze)

## LORRAINE

**Mardi 16 août** : Thionville (Moselle)

**Mercredi 17 août** : Nancy (Meurthe-et-Moselle)

**Salaires bloqués, prix en hausse, les fins de mois sont de plus en plus difficiles.**

**Quand les prix augmentent, les salaires doivent augmenter d'autant.**

**Il faut imposer l'échelle mobile des salaires**

**lutte ouvrière**

**Jeudi 18 août** : Nancy (Moselle)

**Vendredi 19 août** : Saint-Avold et Forbach (Moselle)

**Samedi 20 août** : Sarreguemines (Moselle)

## PAS-DE-CALAIS

**Lundi 15 août** : Boulogne (Pas-de-Calais)

**Mardi 16 août** : Dunkerque (Nord)

**Mercredi 17 août** : Saint-Omer (Pas-de-Calais)

**Jeudi 18 août** : Cambrai (Nord)

**Vendredi 19 août** : Amiens (Somme)

**Samedi 20 août** : Arras (Pas-de-Calais)

## POITOU – CHARENTES

**Lundi 15 août** : Cognac

(Charente)

**Mardi 16 août** : Rochefort (Charente-Maritime)

**Mercredi 17 août** : Saintes (Charente-Maritime)

**Jeudi 18 août** : Poitiers (Vienne)

**Vendredi 19 août** : Châtellerault (Vienne)

**Samedi 20 août** : Blois (Loir-et-Cher)

## CHAMPAGNE

**Mardi 16 août** : Saint-Dizier (Haute-Marne)

**Mercredi 17 août** : Chaumont (Haute-Marne)

**Jeudi 18 août** : Vitry-le-François (Marne)

**Vendredi 19 août** : Verdun (Meuse)

**Samedi 20 août** : Bar-le-Duc (Meuse)

**Les capitalistes et les banquiers sont les seuls responsables de la crise.**

**À eux de la payer, pas aux travailleurs.**

**lutte ouvrière**

## C'est pas tout rose pour les saisonniers

Une nouvelle enquête de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) sur les travailleurs saisonniers donne quelques chiffres démonstratifs sur leurs conditions de travail.

Les travailleurs saisonniers, plus d'un million pendant l'été, sont avant tout des jeunes, les trois-quarts ont moins de 23 ans. Deux tiers d'entre eux travaillent dans le secteur de l'agriculture, les autres dans l'hôtellerie, les cafés et restaurants, sur les plages,

dans la distribution, etc. Beaucoup sont étudiants. L'étude porte principalement sur cette population, même si parmi les saisonniers se trouvent aussi chaque année des chômeurs, des travailleurs immigrés notamment, clandestins ou non, venus par exemple du Maroc et de Tunisie et que certains patrons exploitent de façon éhontée.

Beaucoup de jeunes témoignent de la difficulté croissante, d'année en année,

à trouver des emplois saisonniers. 53 % d'entre eux (au lieu de 41 % dans une précédente enquête réalisée en 2007) travaillent non pour un complément de revenus, mais simplement pour vivre pendant le reste de l'année. Avec l'augmentation de la précarité, le job d'été devient essentiel... et ses conditions plus difficiles.

L'an dernier, 16 % des saisonniers répondant à l'enquête ont carrément travaillé

sans contrat de travail, soit une augmentation de deux points en trois ans. D'après des témoignages, tel patron voulait payer un travailleur en chèques-cadeaux, tel autre, pour avoir moins de cotisations sociales à payer, voulait que son employé, qui faisait la plonge dans son restaurant, prenne le statut d'auto-entrepreneur !

Malgré une limite légale fixée à 48 heures de travail par semaine, les heures

supplémentaires non payées ont été la règle et presque un travailleur sur cinq n'a pas même eu un jour de repos dans la semaine. Obligés de dormir près de leur lieu de travail, certains se sont entassés à neuf dans 45 mètres carrés mis à leur disposition par une exploitation agricole.

Nul doute que cet été encore, les saisonniers auront à défendre leurs droits et leurs conditions de travail.

**Pierre MERLET**